

Session 5

Les macro-régions, constructions sociales et culturelles

Présidente : Liza TERRAZZONI, chercheuse en sociologie, EHESS-CEMS

– Scandinavie, scandinavisme, intégration européenne et mondialisation

Jacques GUILLAUME

– L'affirmation d'une autochtonie commune dans le Pacifique : vers une redéfinition du régionalisme océanien ?

Florence MURY

– The Flows of International Students. From Regionalisation to Regional Integration

Clarisse DIDELON-LOISEAU, Yann RICHARD, Sergeï SHUBIN

– Explorer les structures du monde ; la régionalisation comme outil heuristique

Clarisse DIDELON-LOISEAU, Sophie DE RUFFRAY

Scandinavie, scandinavisme, intégration européenne et mondialisation

Scandinavia, Scandinavianism, European Integration and Globalisation

Jacques GUILLAUME

MOTS CLÉS

périphéries, intégration européenne, mondialisation, politiques régionales, Scandinavie

KEYWORDS

Peripheries; European Integration; Globalisation; Regional Policy; Scandinavia

La Scandinavie ne se résume pas à la seule péninsule scandinave, dont l'unité géographique ne semble pourtant faire aucun doute, avec ses vastes étendues peu peuplées, facilement distinguables du reste du continent européen. Elle déborde en effet sur la « petite » péninsule danoise et ses îles fermant la Baltique, de sorte que cette mer orientale (*Östersjöen*) est au centre des préoccupations scandinaves depuis plusieurs siècles. La Scandinavie s'intéresse surtout à la Finlande, qu'elle a intégrée à sa propre dynamique malgré un épisode russe qui a duré plus d'un siècle (1809-1917), tant et si bien qu'elle doit être complétée dans cet examen des ensembles régionaux par d'autres qualificatifs (Europe nordique ou *Norden*). Cette entité obéit à des références culturelles et historiques qui lui sont communes et qui ont fait naître des initiatives d'intégration fortes, marquées par exemple par la fondation du Conseil nordique en 1952, prélude à une intense politique de coopération dans les domaines social, économique et culturel. Un conseil nordique des ministres, institué en 1971, est chargé d'impulser et d'orienter cette politique de coopération qui a pris bien des formes, à commencer par les plus géographiques, à savoir l'émergence d'une véritable politique régionale transfrontalière.

Ces initiatives semblent réanimer une vieille idée qui s'était emparée des esprits dès le milieu du XIX^e siècle, celle de l'unité des peuples scandinaves, voire d'une nation scandinave, plus connue sous le nom de *scandinavisme*. Il est vrai que les langues (à l'exception du finnois) sont voisines, que l'histoire a longtemps entremêlé ces peuples depuis le Moyen Âge, de sorte qu'il était compréhensible, dans le grand courant romantique qui a transporté les peuples européens dans les années 1840, de militer pour l'émergence d'une Scandinavie unie et autonome face aux menaces plus ou moins insidieuses des grandes puissances du « dehors ». Ce scandinavisme pouvait se décliner sous la forme de la promotion d'une identité culturelle, de la neutralité par rapport aux tensions internationales et de l'affirmation d'une intégration économique « autochtone ».

Elle ne s'est pourtant jamais réalisée, jetant, par effet de miroir, une ombre sur les efforts d'intégration contemporains. Si l'échec est en partie dû à des causes propres à l'Europe

nordique (crainte d'une hégémonie interne, de la Suède notamment, volonté de préserver l'essentiel des identités locales), elle est liée aussi et sans doute surtout aux forces centrifuges exercées par le monde extérieur. L'effondrement du scandinavisme peut se lire au XIX^e siècle au travers de la « trahison » de la Suède à l'égard du Danemark lors de l'affaire des duchés en 1864. Les difficultés actuelles sont moins abruptes et plus complexes. En effet, les différents pays nordiques sont très dépendants des Etats européens, avec un basculement progressif du tropisme commercial de la Grande-Bretagne à l'Allemagne, dont la traduction s'est matérialisée dans les modalités de l'intégration européenne (par glissement progressif de l'AELE à la CEE). C'est ainsi que l'AELE, née sous l'impulsion de la Grande-Bretagne par la signature de la convention de Stockholm en 1960, a entraîné derrière elle le Danemark, la Norvège et la Suède, jusqu'à ce que l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE provoque celle du Danemark au 1^{er} janvier 1973. Plus réservées, la Norvège (dont le peuple a refusé l'entrée en CEE) et la Suède se contentèrent d'aménagements des relations de l'AELE avec la Communauté, manifestant par là un attachement profond à leurs particularités locales (la neutralité pour la Suède, la périphérie assumée pour la Norvège, le renoncement populaire à l'intégration se lisant sous la double lecture d'une opposition villes-campagnes et centre-périphéries). Le choix final de l'Europe communautaire, effectué par la Suède et la Finlande lors du passage de l'Europe des douze à l'Europe des quinze au 1^{er} janvier 1995 ne s'est pas traduit par une intégration complète, puisque le Danemark et la Suède ont refusé d'entrer dans la zone euro, la Norvège confirmant par ailleurs son choix populaire de ne pas entrer en UE. On sent donc dans cette valse-hésitation toute l'ambiguïté d'une nécessaire intégration à un vaste ensemble dépassant le cadre nordique et d'une volonté farouche de préserver l'identité de chaque pré carré national, jugé sans doute trop modeste pour résister à lui seul aux forces d'intégration. Les grandes entreprises nordiques, suédoises en particulier, ont déjà choisi, en s'internationalisant de plus en plus, mettant à mal le « modèle suédois », pris souvent comme exemple des politiques sociales-démocrates.

Ce rappel des entreprises multinationales d'origine nordique nous fait souligner l'importance de la mondialisation, longtemps confondue avec l'« atlantisme », pour des raisons culturelles (émigrations atlantiques du XIX^e et début XX^e siècles), économiques (exportations avec de forts effets d'entraînement sur les secteurs « abrités » de l'économie) et géopolitiques (le pacte atlantique mettant à mal le principe de neutralité pour les Etats scandinaves occidentaux). Aujourd'hui, la mondialisation affecte la Scandinavie très en profondeur et se traduit par une désindustrialisation forte, la promotion d'une économie dématérialisée et l'irruption d'une immigration d'origine lointaine (Europe orientale et Etats extra-européens) qui n'est pas sans conséquences sur les grands équilibres politiques de ces Etats réputés paisibles.

Au total, cet exemple scandinave nous montre que les évidences géographiques ne vont pas forcément de soi dès lors qu'elles sont travaillées par de puissantes forces centrifuges qui altèrent le principe d'unité, en accentuant notamment les distorsions entre les aires métropolitaines et leurs périphéries. Il relativise donc fortement les théories actuelles de la régionalisation du Monde, à moins qu'il faille aller les chercher à travers d'autres

découpages, à des échelles infra ou supra-scandinaves. C'est ce que nous proposerons de faire en dernier lieu, en faisant l'inventaire de ces nouveaux espaces pour en tester l'éventuelle pertinence.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

BATTAIL J.-F., BOYER R., FOURNIER V., *Les sociétés scandinaves de la Réforme à nos jours*, Paris, PUF, 1992.

LESTANG J.-P., *La Scandinavie et l'Europe de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, 1990.

Fol J.-J., *Les pays nordiques aux XIX^e et XX^e siècles*, coll. « Nouvelle Clio », Paris, PUF, 1978.

VARJO U., TIETZE W., *Norden, Man and Environment*, Stuttgart, Gebrüder Borntraeger Verlagsbuchhandlung, 1991.

Yearbook of Nordic Statistics, Copenhagen, Nordic Council of Ministers [annuel].

L'AUTEUR

Jacques GUILLAUME est professeur émérite de l'Université de Nantes. Il a enseigné dans les universités de Poitiers, puis de Nantes. Spécialiste de géographie économique et régionale, il a soutenu une thèse d'Etat en 1994 sur les transports maritimes norvégiens et leurs influences géographiques. Il a animé et continue d'animer des recherches sur les mers et les littoraux au sein de LETG et a publié à ce titre plusieurs ouvrages et de nombreux articles sur les transports maritimes, les ports, les villes-ports et leur intégration régionale, ainsi que sur l'Europe nordique.

guillaume-puisegur.aj@orange.fr

L'affirmation d'une autochtonie commune dans le Pacifique : vers une redéfinition du régionalisme océanien ?

The Asserting of Common Indigenoussness in the Pacific: Towards a Redefined Oceanian Regionalism?

Florence MURY

MOTS CLÉS

Océanie, intégration régionale, autochtonie, historicités, territorialités

KEYWORDS

Oceania; Regionalisation Process; Indigenoussness; Historicities; Territorialities

Cette communication interroge la manière dont les discours et les performances portant sur l'autochtonie commune des populations du Pacifique contribuent à la réappropriation du régionalisme océanien par les acteurs des petits territoires insulaires.

En effet, alors que le régionalisme océanien avait d'abord été initié de l'extérieur dans un contexte de guerre froide et selon des logiques néocoloniales, on assiste aujourd'hui à son renouvellement, initié de l'intérieur [Leslie & Wild, 2018], non seulement par les gouvernements des petits Etats indépendants et des territoires autonomes ou associés mais aussi par les acteurs de la société civile impliqués dans des stratégies identitaires de redécouverte de soi.

Dans ce processus, la Nouvelle-Zélande et l'Australie apparaissent comme deux grandes puissances régionales ambivalentes : leur appui financier peut être recherché quand leur influence politique est contestée par les petits Etats océaniens [Lawson, 2017].

Ce mouvement de réappropriation du régionalisme s'effectue sur des bases bien différentes de celles de la construction européenne, qui a longtemps servi de modèle de référence en la matière. Alors que pour les autres grands régionalismes, comme le Mercosur, l'Asean, ou l'Alena, le commerce et le libre-échange constituent souvent des éléments fondateurs, ici c'est un autre grand récit qui est mobilisé : celui de la filiation historique des différentes sociétés insulaires du Pacifique et de leur proximité culturelle actuelle. Cette proximité fait l'objet de fréquentes mises en scène lors de grands moments d'entre-soi océanien (lors de festivals notamment) interprétés comme des « retrouvailles familiales postcoloniales » [Bessard & Mrgudovic, 2015].

Objet de discours et de performances lors de ces grands événements, le récit sur l'autochtonie commune des populations du Pacifique a été co-construit par une grande diversité d'acteurs relevant des champs de la tradition, de la littérature mais aussi du monde scientifique. En effet, l'hypothèse de la proximité historique et culturelle entre les sociétés

insulaires du Pacifique est de plus en plus étayée par les travaux universitaires [Guillaud, 2003]. Le discours archéologique a joué ici un rôle décisif en mettant au jour ou plutôt en apportant une validité scientifique au constat de l'origine commune austronésienne des populations océaniques (Australie exceptée), qui justifie aujourd'hui la tenue tous les quatre ans d'une conférence internationale austronésienne, véritable vitrine d'une ethnicité macro-régionale dépassant le cadre océanien et valorisant le berceau austronésien taïwanais. Ces dernières années, les archéologues ont continué de rechercher les traces laissées par ces expéditions de peuplement, avec la mise au jour d'un cimetière pionnier à Teuma, sur l'île d'Efate, au Vanuatu. Ils ont étudié les preuves des échanges précoloniaux entre les archipels comme en attestent les analyses des poteries Lapita et les travaux en cours de l'institut Max Planck dans le domaine de la géochimie. Ils se sont même orientés vers la mise en évidence de contacts entre les populations polynésiennes et amérindiennes avant les Grandes Découvertes, nouvelle preuve de la maîtrise de l'espace régional.

Les anthropologues jouent également un rôle majeur dans cette redécouverte du passé précolonial océanien, en étudiant directement les savoir-faire vernaculaires transmis par la tradition orale et iconographique locale. La pirogue Hokulea illustre bien cette hybridation des connaissances du passé régional : à l'origine, dans les années 1970, le projet a associé des chercheurs de l'université d'Hawaii et des personnalités reconnues pour leur maîtrise des savoir-faire de navigation dans le but de prouver les capacités de projection en haute mer des populations polynésiennes à l'époque précoloniale. Aujourd'hui, les déplacements de la pirogue aux quatre coins du Pacifique mobilisent toujours les sociétés insulaires lors des multiples accostages mais aussi plus directement par la formation de membres d'équipage.

Si les savoirs vernaculaires sont des objets d'étude pour les spécialistes du passé ou de la tradition, ils ne sont pas pour autant déconnectés du présent. Au contraire, la réactivation de pratiques anciennes associées à l'époque précoloniale est une tendance forte dans les sociétés océaniques : danse, chant, mais aussi modes de gestion des ressources, et bien sûr navigation sur les pirogues traditionnelles appelées *va'a* font l'objet de redécouvertes et de mises en scène lors des grands événements régionaux comme le Festival des arts du Pacifique.

Enfin, de grandes figures de la littérature océanique comme Epeli Hau'Ofa ou Albert Wendt se sont prononcés ouvertement en faveur d'une réactivation des réseaux d'échanges traditionnels entre les différentes parties du Pacifique.

Ainsi, le régionalisme océanien développé à partir du récit sur l'autochtonie commune se trouve structuré par la valorisation de temporalités [Ballard, 2014] et de territorialités anciennes – voire de « merritorialités » anciennes, si l'on s'autorise ce néologisme pour désigner le rapport spécifique des Océaniens à la mer – reconstruites par les discours vernaculaires, littéraires et scientifiques.

La recherche porte donc ici sur les institutions, les événements, les acteurs économiques, associatifs ou individuels qui mobilisent l'autochtonie comme grand récit régional. Elle interroge leur capacité à faire exister un régionalisme alternatif qui entre en concurrence ou en conflit avec des formes plus classiques d'intégration régionale, fondées sur le développement de complémentarités économiques et d'espaces de libre-échange en Océanie. Ces intégrations viennent compléter un autre grand récit régional axé cette fois sur les thématiques de la vulnérabilité face changement global et de la diminution de la biodiversité, qui présente également une forte capacité à mettre sur le devant de la scène les petits Etats insulaires océaniens..

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- BALLARD C., « Oceanic Historicities », *The Contemporary Pacific*, 2014, 26(1), p. 95-154.
- BESSARD R., MRGUDOVIC N., « Horizons régionaux et variations océaniques des territoires français », *Journal de la société des océanistes*, 2015, n° 140, p. 5-20.
- GUILLAUD D., « Océanisme. Des représentations occidentales aux reconstructions identitaires et territoriales actuelles du monde austronésien », in GUILLAUD D., HUETZ DE LEMPS C., SEVIN O. (dir.), *Illes rêvées, territoires et identités en crise dans le Pacifique insulaire*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 6-22.
- LAWSON S., « Australia, New Zealand and the Pacific Islands Forum: A Critical Review », *Commonwealth & Comparative Politics*, 2017, 55(2), p. 214-235.
- LESLIE H., WILD K., « Post-Hegemonic Regionalism in Oceania: Examining the Development Potential of the New Framework for Pacific Regionalism », *The Pacific Review*, 2018, 31(1), p. 20-37.

L'AUTEURE

Agrégée de géographie, **Florence Murx** est aujourd'hui PRAG à l'Université de la Polynésie française. Elle a participé à la rédaction de manuels du secondaire et prépare depuis deux ans les étudiants de Polynésie au CAPES d'histoire-géographie. En parallèle de ses travaux didactiques et de ses enseignements, elle réalise actuellement une thèse sur les géographies du régionalisme océanien sous la direction de Philippe Bachimon (Université d'Avignon) et de Nathalie Bernadie-Tahir (Université de Limoges).

florence.murx@upf.pf

The Flows of International Students. From Regionalisation to Regional Integration

Les flux d'étudiants internationaux, de la régionalisation à l'intégration régionale

Clarisse DIDELON-LOISEAU, Yann RICHARD, Sergueï SHUBIN

KEYWORDS

International students; Geography; Regionalisation; Regional integration; Assemblage

MOTS CLÉS

étudiants internationaux, géographie, régionalisation, intégration régionale, assemblage

The growing mobility of students is a subject that has been much discussed in academic literature, especially in relation to the internationalisation of higher education in the broader context of globalisation. While the flows of international students have been continuously increasing over the last decades, they are a strong issue for universities in the context of the knowledge economy paradigm (the "production and services based on knowledge-intensive activities that contribute to an accelerated pace of technical and scientific advance, as well as rapid obsolescence; the key component of a knowledge economy is a greater reliance on intellectual capabilities than on physical inputs or natural resources") and of increased competition among countries and among universities for the attraction of best students.

States encourage the mobility of brains and try to attract highly skilled workers. According to the World Bank, an expanded higher education sector is a necessary condition for a country's growth in the present environment and is important both in promoting faster technological catch-up and in improving a country's ability to maximise economic output [World Bank, 2002; Chen & Dahlman, 2004]. The developed economies are not able to "produce" enough highly skilled workers every year, even when their higher education system is well developed, because of the ageing demographic trend. They must attract this labour force from abroad, otherwise they will not be able to maintain their competitiveness in a highly technological economy at global level [Chanda, 2000; Kapur & McHale, 2005; Varghese, 2009]. The economic value of international students is now fully acknowledged and the competition to attract them is turning global [OECD, 2010].

The academic research dedicated to the flows of international students elaborates on several main theoretical bases with either qualitative or quantitative approaches. The competition and neoliberalism approach states that the globalisation of higher education is a phenomenon of neoliberalism [Yang, 2005; Varghese, 2009]. Higher education is considered a market-driven activity and international student flows are supposed to reflect the network of world trade. Critical Theories claim that the primary drivers of

globalisation are power and hegemony (attracting brains in order to strengthen its power and hegemony). These theories reject notions that global processes are essentially egalitarian and consensual. The network of students would become increasingly polarised. World Culture theories analyse globalisation as a propagation of “global cultural and associational processes” [Meyer *et al.*, 1997] and posit that increased isomorphism and convergence in social and political domains can be explained through the spread of cultural values that are embodied in international organisations (United Nations). According to this theory, international student mobility expands with the “diffusion” of world culture and increasingly even flows of students are correlated with membership in international organisations.

The research on the flows of international students is often oriented towards the factors that determine the choice of destination countries, in a general context of competition between countries and between institutions of higher education, with the use of more or less complex econometric models. Often tested determinants are the cost of studies, the language used in teaching, the quality of the educational system (effects of reputation), and policies of the host country. The geographic distance is rarely questioned, although some empirical studies have concluded that there is a regional pattern of students' international mobility. In a paper published in the *International Review of Sociology* [Didelon & Richard, 2012], we tested 5 variables: geographic proximity, language factor, co-history influence, belonging to some considered ensembles, wealth difference between the countries of origin and destination. It appeared that distance is a determinant factor.

In this communication, we study the geographical distribution of the flows of international students in order to test the hypothesis that these are regionalised.

First, behind the internationalisation of higher education and the globalisation of the knowledge economy, we assume that the regional dimension prevails when it comes to flows of students (in terms of size and intensity), with a domination of flows between neighbour countries over those of distant countries.

Second, we explore the hypothesis that there is a strong relation between the process of regional integration and the geography of the flows of international students with a special focus on the case of the European Union. From a theoretical point of view, whatever the framework (neofunctionalism, new regionalism, intergovernmentalism), growing flows of international students are strongly related to the process of European regional integration. According to this theoretical framework, it is necessary to foster flows of persons between member states in order to achieve regional integration. Growing contacts between civil societies of neighbouring states help transferring allegiances from national to supranational institutions and give way to the formation of a regional civil society. As a consequence, European institutions are supposed to encourage flows of international students inside EU in any direction, in order to increase and maximise contacts between national societies. European integration paves the way to the increase of flows of international students because EU is an integrated territorial system inside which internal barriers,

namely border effects, are lowered. Besides, flows are supposed to increase in every direction thanks to the diffusion of the same norms and regulations all over the European space and to the good accessibility of all parts of the common market.

Third, we assume that the variables which explain the geography and intensity of flows are not the same at global level as at regional level. We test this hypothesis by comparing the influence of variables in the world, and in the European Union. We assume that the geography of flows is not necessarily determined by the same factors at European level compared to global level, because the context is not the same: no internal barriers, smaller wealth inequalities, more information about the destination countries thanks to proximity...

Finally, we apply the "assemblage" theory to the study of relations between flows of students and the European integration. Doing so, we build on previous studies released by geographers who use the concept of assemblage in order to understand the formation of a spatial forms such as regions [Allen & Cochrane, 2007].

BRIEF BIBLIOGRAPHY

ALLEN J., COCHRANE A., "Beyond the Territorial Fix: Regional Assemblages, Politics and Power", *Regional Studies*, 2007, vol. 41, p. 1161-1175.

ANDERSON B., MCFARLAN C., "Assemblage and Geography", *Area*, 2011, vol. 43, n° 2, p. 124-127.

DIDELON C., RICHARD Y., « The European Union in the Flows of International Students », *International Review of Sociology*, 2012, vol. 22, n° 2, p. 229-244.

HETTNE B., SÖDERBAUM F., "The New Regionalism Approach", *Politeia*, 1998, vol. 17, n° 3, p. 6-22.

HETTNE B., SÖDERBAUM F., "Theorizing the Rise of Regionness", *New Political Economy*, 2000, vol. 5, n° 3, p. 457-474.

THE AUTHORS

Clarisse DIDELON-LOISEAU is professor of Geography at Paris 1 Panthéon-Sorbonne University (France). Her main researches focus on the geographical structure of global space mainly through international students' flows and mental representations.

clarisse.didelon-loiseau@univ-paris1.fr

Yann RICHARD is professor of Geography at Paris 1 Panthéon-Sorbonne University (France). He is working on the territorial dynamics of Eastern Europe and is specialised on regional integration mainly at European Union level.

yann.richard@univ-paris1.fr

Sergei SHUBIN is associate professor of Geography at Swansea University (United Kingdom). Among other topics, he is conducting researches on moving geographies (mobilities and migrations) and multi-sensuous geographies of movement and the ways they are governed.

s.v.shubin@swansea.ac.uk

Explorer les structures du monde. La régionalisation comme outil heuristique

Exploring world structures. Regionalisation used as a heuristic tool

Sophie DE RUFFRAY, Clarisse DIDELON-LOISEAU

MOTS CLÉS

régionalisation, monde, cohésion, compétitivité, méthodologie

KEYWORDS

Regionalisation; World; Cohesion; Competitiveness; Method

Diviser le monde en régions n'a rien d'un acte neutre. La construction d'unités spatiales est toujours la manifestation de représentations ou d'actes d'appropriation de l'espace, et cela même à l'échelle du monde. En effet, la projection d'une représentation du monde produit une classification des espaces et des lieux en fonction d'un point de vue spécifique comme la division du monde entre l'Est, l'Ouest et les non-alignés dans un contexte de guerre froide. C'est aussi la réduction d'une vaste étendue en parties plus petites de manière à en faciliter la gestion et le contrôle. De nombreuses divisions du monde, et donc de nombreux types de régions, coexistent. Selon la littérature scientifique, deux grandes familles de régions du monde peuvent être identifiées. Premièrement, les régions « conceptuelles » du monde, fondées sur des méta-géographies, c'est-à-dire un ensemble de structures spatiales sur lesquelles se basent les individus pour ordonner leur représentation du monde. Deuxièmement, les régions fonctionnelles du monde, qui semblent plus neutres au premier abord, mais qui sont également construites sur des méta-géographies.

La seule division du monde universellement acceptée, la seule qui ait une valeur légale, est le découpage en Etats qui sont la base des relations internationales. Toutefois, ils ne constituent pas des mailles nécessairement pertinentes pour mener des analyses géographiques à l'échelle mondiale : il est parfois nécessaire d'avoir des informations aux échelles infranationales (notamment quand les pays considérés sont caractérisés à la fois par une vaste étendue et de fortes disparités internes comme la Russie, le Brésil, la Chine et l'Inde) et parfois il semble plus pertinent de construire des groupes d'Etats pour les comparer, et ce d'autant plus que certains font partie de zones d'intégrations économiques. Celles-ci émergent avec la signature de traités de coopérations (majoritairement dans le domaine du commerce). Ainsi, au début des années 2000, 158 traités avaient été signés. Le Traité de Rome, signé en 1957 entre six pays européens, a été suivi par la mise en place de nombreux autres traités notamment en Afrique et en Amérique latine au point qu'aujourd'hui les flux de commerce intra-régionaux représentent 80 % du commerce mondial.

Dans cette perspective, l'objectif de cette communication est de présenter une régionalisation du monde qui puisse permettre à l'Union européenne de conduire des comparaisons et ainsi se positionner face à d'autres régions du monde, notamment celles qu'elle estime être ses concurrentes directes, sur les critères propres à la politique régionale européenne de « cohésion » et de « compétitivité ». L'approche méthodologique exploratoire sera présentée pour souligner les intérêts et les limites de cette régionalisation menée dans le cadre du projet ESPON-TIGER.

Dans cette perspective, nous avons exploré les possibilités offertes par deux principales approches. La première est une approche « *a priori* ». Dans ce cas, l'existence d'ensembles géographiques constituant des régions est admise sur la base de leur nom et la région est construite en distribuant les unités spatiales dans les régions. Par exemple, on reconnaît l'existence d'une région nommée « Asie centrale » que l'on construit ensuite spatialement en décidant quel pays en fait partie ou non. Le nom, donné *a priori*, implique l'existence d'un certain nombre de critères (sociaux, économiques, culturels, etc.) permettant de juger si un espace appartient ou non à cette région. Certaines de ces régions *a priori* sont aisées à définir notamment quand il s'agit de zones d'intégration économiques légalement construites comme dans le cas qui nous intéresse. Pour positionner l'Union européenne dans le monde, nous avons donc choisi de la comparer avec deux autres zones d'intégration, l'Alena et l'Asean élargie (pour des raisons que nous détaillerons dans notre présentation).

La seconde approche est une approche « *a posteriori* ». Elle est permise par les progrès en analyse statistique et en cartographie. Les régions sont construites en ayant recourt à des indicateurs statistiques et des méthodes qui permettent de conjuguer deux des principaux concepts inhérents à la question de région : la contiguïté et l'homogénéité (c'est-à-dire l'existence d'au moins une ressemblance relative entre les unités spatiales). Il est évident que le choix des indicateurs est primordial puisqu'ils vont influencer le type de régions, leur forme et leur extension spatiale. Deux grands types d'indicateurs ont été construits, l'un fondé sur le concept de « cohésion » et l'autre sur le concept de « compétitivité », sur lesquels la présentation reviendra en détail. Les régions sont ensuite nommées de manière à ce que leur nom reflète leurs caractéristiques au regard des indicateurs utilisés ou au moins leur localisation. Dans cette approche, les régions obtenues, leur nombre, leur configuration ne sont en rien contrôlés au début du processus. De fait, on peut aboutir, et c'est le cas en ce qui nous concerne, à des régions mondiales qui répartissent des portions de l'espace européen dans différentes régions du monde. Cela n'est pas sans poser problème compte tenu des objectifs qui nous avaient été fixés dans le projet de recherche, mais d'un point de vue heuristique cela se révèle particulièrement intéressant pour comprendre les grandes structures de l'espace mondial.

Une fois les régions identifiées (*a priori*) ou construites (*a posteriori*), elles peuvent être analysées. D'une part, elles permettent d'explorer les grandes structures spatiales de l'espace mondial et, d'autre part, de mener des comparaisons entre les régions sur la base des indicateurs choisis. Chacune des deux méthodes présente des avantages et

des inconvénients tout en étant riche d'enseignement et peut être utilisée de manière complémentaire pour pouvoir comparer l'Union européenne avec les autres régions mondiales.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- BALASSA B., *The Theory of Economic Integration*, Homewood (IL), Richard Irwin, 1961.
- BALDWIN R., « The Causes of Regionalism », *The World Economy*, 1997, vol. 20, n° 7, p. 865-888.
- BÉGUIN H., *Méthode d'analyse géographique quantitative*, Paris, Litec, 1979.
- DUMOLARD P., « Région et régionalisation, une approche systémique », *L'Espace géographique*, 1975, n° 2, p. 93-111.
- MONTELLO D.R., « Regions in Geography: Process and Content », in DUCKHAM M., GOODCHILD M.F., WORBOYS M.F., *Foundations of Geographic Information Science*, New York, Taylor & Francis, 2003, p. 173-189.

LES AUTEURES

Sophie DE RUFFRAY est professeure de géographie à l'Université de Rouen Normandie et directrice d'IDEES. Elle travaille sur les recompositions des territoires transfrontaliers ainsi que sur les problématiques de régionalisation à différentes échelles.

sophie.deruffray@univ-rouen.fr

Clarisse DIDELON-LOISEAU est professeure de géographie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ses travaux portent sur la structure géographique de l'espace mondial principalement à travers les flux d'étudiants internationaux et les représentations mentales.

clarisse.didelon-loiseau@univ-paris1.fr

